

## L'avenir de la communauté atlantique

---

par J.B. DUROSELLE

Professeur à la Sorbonne;  
Directeur de la Commission Franco-Américaine d'échanges universitaires et culturels.

★

*Ce document a été préparé pour la conférence qui s'est tenue à Royaumont du 7 au 10 juillet 1966. L'Institut Atlantique n'a d'autre responsabilité que de le mettre à la disposition des participants comme base de discussion. L'auteur garde la responsabilité des faits et des appréciations énoncés.*

\*  
\*\*

Depuis 1963, sans doute depuis que le général de Gaulle, libéré de l'entrave algérienne, a commencé à jouer le rôle de perturbateur dans le monde paisible de l'OTAN, il y a eu de nombreux colloques portant, à des nuances près, sur le même sujet : « L'Europe et les États-Unis ». J'ai pour ma part participé à ceux de Chicago (octobre 1963), du Council of Foreign Relations (avril 1964), du Washington Center of Foreign Policy Affairs (mai 1964), de l'Atlantic Association (Washington, septembre 1964), de l'Institut Atlantique (Paris, printemps 1965), de la Villa Serbelloni (octobre 1965). Autour d'un noyau composé des mêmes personnes, on discute des mêmes sujets. En simplifiant un peu, le schéma est le suivant : on s'interroge longuement — et d'ailleurs sans succès — sur les buts du général de Gaulle. Puis on évoque les moyens de le contrecarrer. Nos collègues allemands font alors un exposé d'une subtilité remarquable sur les moyens de réaliser l'unification de l'Allemagne. Après quoi, on revient au général de Gaulle, à ses pompes et à ses œuvres.

Puisqu'on m'a fait l'honneur de me demander ce rapport préliminaire, je voudrais suggérer de rompre le cercle. Sans trop insister sur la conjoncture présente, il me paraît indispensable de réfléchir aux fondements de l'alliance, aux concepts chargés d'émotion qui tendent à la consolider ou à la disloquer ; puis de proposer — comme simple base de discussion — des suggestions quant à ses buts et même à sa nature future.

## I. LES MYTHES

Entendons-nous bien, pour commencer, sur la notion de mythe. Il s'agit d'un concept chargé d'une valeur émotionnelle. Des groupes humains se sont passionnés pour ou contre tel ou tel concept, et de ce fait, le concept n'est plus une simple création de la froide raison. Il est devenu une idée-force, la force dérivant des passions humaines. Ainsi, les mots « nation », « prolétariat », « église », et une infinité d'autres, doivent être analysés non seulement pour en découvrir le contenu intellectuel, mais aussi pour y déceler les forces émotives qui s'y sont attachées.

Remarquons qu'il ne s'agit nullement ici d'employer mythe dans son sens purement négatif, comme les chrétiens face à la « mythologie » païenne. Nous n'opposons pas le mythe à la réalité et pensons qu'il peut y avoir dans le mythe, ou plus exactement dans les jugements favorables ou défavorables qu'il provoque, une part de vérité. Mais nous opposons le mythe à la froide raison.

Dans nos discussions atlantiques, deux mythes me paraissent, plus que d'autres, devoir être analysés et, en quelque sorte, démasqués : *l'unité* et *l'indépendance*.

### 1. L'Unité.

Voilà un mythe par excellence. Hommes d'Etat, groupes de pression, larges secteurs de l'opinion appellent de leurs vœux l'unité, comme le grand remède à tous les maux : « unité syndicale », « unité des Eglises », mouvement « pour l'unité », « unité du prolétariat », « union sacrée », « union nationale », « unité des républicains », etc...

Dans le monde atlantique, l'unité est invoquée comme la grande panacée. Dans son message sur l'état de l'Union de janvier 1962, le président Kennedy, évoquant la communauté atlantique, déclare avec optimisme qu'elle existe déjà, et qu'elle est fondée sur « l'unité et la coopération » (sans bien voir ce qu'il y a de contradictoire entre ces deux mots). Après son succès de Cuba, en octobre 1962, il croit le moment venu de développer et de proclamer cette « unité occidentale » qui s'opposerait à la désunion croissante des communistes — URSS et Chine, Las ! le 14 janvier 1963, le général de Gaulle se charge de démontrer que l'unité était moins avancée qu'il n'y paraissait. Il sera désormais de bon ton dans les milieux atlantiques, de dire que sans de Gaulle, on marcherait vers l'unité.

Avant d'analyser l'unité, notons qu'il y a, au sein du monde atlantique, deux grands types d'écoles, dont la réconciliation est souvent

plus verbale que réelle. L'une est « atlantiste » et parle de « communauté atlantique ». Elle n'est pas hostile — au moins en paroles — à la réalisation d'une communauté européenne au sein de la communauté atlantique. Mais elle place cette dernière plus haut dans la hiérarchie des valeurs. J'ai ainsi entendu le professeur Frank Munk, dans le colloque de Chicago (octobre 1963) dire (en le déplorant, je crois), que pour beaucoup d'Américains, vu les lenteurs de la construction européenne, il fallait négliger celle-ci et aboutir directement à la communauté atlantique. De même, Mac George Bundy, dans son article de *Foreign Affairs* de septembre 1962, évoquait l'excellence des liens Washington-Bonn, Washington-Londres et les liens moins satisfaisants Washington-Paris. Il ne pensait pas à évoquer les liens Etats-Unis-communauté européenne.

La tendance « européiste » diffère de celle-ci. Certes la plupart de ses promoteurs, et le plus éminent de tous, Jean Monnet, ne sont pas hostiles à l'« unité atlantique ». Mais ils la conçoivent sur le modèle des « deux piliers » Etats-Unis-communauté européenne, liés par un « partnership atlantique » que l'on bâtirait en même temps que la communauté européenne. Il semble bien que ce soit l'influence de Jean Monnet qui ait détourné le président Kennedy, après juillet 1962, d'utiliser le vocable « communauté atlantique ». L'arrivée au pouvoir de Johnson paraît au contraire avoir restauré la nette prédilection américaine pour l'« atlantisme » proprement dit.

Que le mot « unité occidentale » (quelle qu'en soit la forme) soit séduisant, à première vue, c'est un fait. L'union ne fait-elle pas la force ? Mais, chose curieuse, on parle beaucoup de cette unité sans jamais l'analyser. Or, il faut le faire, pour déceler tout ce qu'un tel concept a d'ambigu, parfois de troublant et même d'insatisfaisant. Cette analyse doit être faite sur le plan *statique* et sur le plan *dynamique*.

Sur le plan statique, le mot « unité » recouvre en réalité toutes sortes de potentialités, selon le degré qu'elle atteint. Pour simplifier, on peut proposer la liste qui suit, où l'ordre est celui des degrés décroissants.

1. *L'unité par la domination* (un Etat conquiert les autres et les gouverne : l'Europe d'Hitler).

2. *L'unité par l'absorption assimilatrice* (un Etat conquiert les autres, mais ne considère pas leurs populations comme inférieures et les fait participer au gouvernement : l'Europe de Napoléon).

3. *L'unité par la fédération* (chaque Etat renonce à une partie de sa souveraineté au profit d'un gouvernement fédéral. Cette renonciation est de préférence volontaire. On peut ainsi avoir des fédérations égalitaires : USA, Confédération Helvétique, ou inégalitaire : II<sup>e</sup> Reich allemand où la Prusse l'emporte sur les autres fédérés).

4. *L'unité par la confédération* (chaque Etat garde sa souveraineté, en principe, mais accepte de ne pas l'utiliser dans un certain nombre de cas, faute de quoi il est l'objet de sanctions de la part d'une institution confédérale. Par exemple l'« exécution fédérale » dans la confédération germanique de 1815-1866).

5. *L'unité par le leadership* (chaque Etat garde sa souveraineté et il n'y a pas d'Institution confédérale. Mais on accepte que pour certains domaines, notamment la défense, le plus grand des alliés ait l'essentiel des responsabilités : c'est l'OTAN au début des années 1950).

6. *L'unité par la consultation* (ni institution confédérale, ni leader, mais on accepte de ne prendre les décisions importantes qu'après s'être consultés, et d'un commun accord. C'est approximativement l'état actuel de l'Europe des six vue d'un point de vue gaulliste, c'est-à-dire avec la volonté de ne pas considérer la commission de Bruxelles comme un « pouvoir ».)

7. *L'unité par le style* (on admet toutes les souverainetés et toutes les divergences, mais en gardant au sein du groupe une certaine courtoisie fondamentale. Au lieu de dire « non », on dit « yes but », pour exprimer le désaccord).

Si nous reprenons celle liste, que signifie l'« unité atlantique » ? 1 et 2 signifient un impérialisme ouvert, que les Etats-Unis n'ont qu'exceptionnellement pratiqué et ces deux degrés sont évidemment exclus. 3 est peut-être accessible, quoique lointain, dans la communauté européenne. Mais pour la communauté atlantique, on voit très mal les Etats-Unis renonçant à une parcelle de leur souveraineté nationale au profit d'un organisme où l'autorité pourrait leur échapper. Sans revenir aux « Lodge reservations » de 1919 qui n'acceptaient l'entrée des Etats-Unis à la SDN — pourtant non supra-nationale — qu'avec les plus extrêmes précautions pour rappeler l'indépendance absolue des Etats-Unis, il suffit de comprendre que les Américains n'ont *aucun besoin* de céder une part de souveraineté. Or, cette cession est pénible et dans le concret rebutante. Actuellement, on voit mal par exemple les citoyens français prêts à accepter que les règles de leur service militaire seraient fixées par un président allemand ou néerlandais, etc... ou par

un conseil suprême où une coalition d'Allemands, d'Italiens, de Belges mettrait les Français en minorité. De même et réciproquement, je ne pense pas que les citoyens allemands ou néerlandais accepteraient aisément un président français, etc... Je considère comme superlativement naïf le rapport d'une sous-commission de la « National Planning Association » (*Le Monde*, 31 mai 1966) proposant une communauté fédérale englobant les Etats-Unis, avec pouvoir supranational et disant qu'un tel projet « susciterait sans doute l'anathème du général de Gaulle ». Car, avant l'anathème du général de Gaulle, la certitude est absolue qu'il y aurait un anathème total du Congrès des Etats-Unis.

Or, peut-être Allemands, Néerlandais, Belges, Italiens, Français se résigneront-ils progressivement à une pareille éventualité, parce qu'ils peuvent en sentir la nécessité impérative. Mais il faut cette nécessité, et elle n'existe aucunement pour les Etats-Unis.

Aux yeux du Sénat et de l'opinion américaine, il est également peu probable que 4 soit adopté. Quoique les Institutions qu'il implique n'aient pas de pouvoir réel (on voit mal une « exécution fédérale » au XX<sup>e</sup> siècle), elles ont l'apparence de ce pouvoir, et ceci jusqu'à nouvel ordre, est impopulaire aux Etats-Unis. Au surplus, 4 n'a pas l'efficacité de 3. Si un sacrifice devient nécessaire, pourquoi ne pas aller directement vers une solution fédérale (que quelques Américains évoquent parfois : par exemple, l'ambassadeur Finletter ou Clarence Streit).

Restent 5, 6 et 7. On peut dire que 5 a existé, pendant la guerre de Corée et non sans à-coups (par exemple, les hésitations françaises face à la CED). On peut dire aussi que, plus ou moins consciemment, beaucoup d'Américains la confondent avec leur idéal d'« unité occidentale ». Que pour la défense au moins on adopte le leadership américain, c'est à la fois logique pour tout le monde (M. Acheson ne nous répète-t-il pas sans cesse que les Etats-Unis détiennent 98 % de la puissance militaire et que le reste est négligeable et méprisable ?) et agréable pour les Américains qui ont — trait sympathique de leur caractère national — une robuste confiance en eux-mêmes et une grande foi dans leurs propres experts. Cela suppose évidemment que soit démontré le postulat selon lequel « What is good for America is good for the World ».

Mais 5 présente des difficultés. Il en est une d'ordre émotionnel : il n'est pas très agréable de dépendre exclusivement d'un pays étranger, même ami, pour sa propre sécurité. Non que l'on n'ait confiance en lui — les thèses du général Gallois qui rejettent toute confiance devraient être ici discutées. Mais parce que, et en dépit des déclarations rassurantes qui proclament le contraire, il est évident que le grand pays

ami pensera d'abord à sa propre sécurité, ensuite à celle de ses alliés. Or, qui est sûr que leurs intérêt coïncideront exactement dans tous les cas ? Il est au surplus des difficultés plus graves, car elles ne sont plus émotionnelles mais logiques.

L'intérêt du grand leader est de diriger la défense, c'est-à-dire d'en posséder les armes essentielles, mais en même temps de partager les charges avec les autres. Un vrai leadership aboutirait au fait que les alliés accepteraient non seulement de se cantonner aux armements mineurs (la « piétaille » à côté des « chevaliers »), mais encore d'avoir de gros budgets d'armements mineurs. Or, à l'exception près de l'Allemagne, les alliés refusent poliment ces charges et réduisent leurs budgets militaires, la durée de leurs services, le meilleur argument pour agir ainsi leur étant fourni par M. Dean Acheson et ses 98 %.

Que l'Allemagne seule accepte ce leadership sans réserve est dû à sa situation particulière : démembrée, mutilée, inquiète pour Berlin-Ouest, il est normal qu'elle paye n'importe quel prix pour avoir sur son territoire des soldats américains. Or, le leadership américain à l'égard de l'Allemagne est précis et impitoyable. L'obligation par exemple d'acheter pour 2,7 milliards de marks d'armement américain chaque année vient de lui être rappelée. Quant aux autres, leurs degrés d'allégeance au leader sont divers, ne serait-ce que pour l'acceptation de bases américaines sur leur territoire. Dans la mesure où la menace soviétique décline (nous y reviendrons) le leadership américain déclinerait aussi.

Enfin, reste la difficulté essentielle. On ne peut pas abstraire la défense de la politique extérieure. Or, l'alliance est atlantique et la politique extérieure américaine est mondiale. Même si, en Europe, elle coïncide à peu près — à peu près seulement — avec celle des alliés, elle peut s'y opposer dans le reste du monde. Les Néerlandais, les Britanniques, les Français ont à ce sujet des souvenirs précis et récents pour la décolonisation, les deux derniers pour Suez.

Paroles officielles mises à part, la politique américaine à Cuba, à Saint-Domingue et surtout au Vietnam est fortement désapprouvée par de larges secteurs des opinions publiques occidentales. Certes, il est plus aisé de critiquer que de trouver une solution. Il n'en reste pas moins que beaucoup se demandent si c'est au nom de la liberté que les Américains, hostiles à la dictature dure, mais honnête des communistes, défendent massivement la dictature également dure, mais corrompue, du général Ky. De même, le communisme n'ayant jamais été produit que par la guerre (le schéma de Marx sur le triomphe du prolétariat par la révolution interne n'ayant jamais joué), beaucoup sont

surpris de voir les Américains faire exactement ce qu'il faut pour produire le communisme au Vietnam.

Ce type de critiques montre à quel point l'unité par le leadership, si agréable soit-elle à M. Acheson, est une vue de l'esprit. Dans les vieilles alliances d'autrefois, la Duplice ou l'Alliance franco-russe, il n'y avait peut-être pas de machinerie institutionnelle en temps de paix. Mais il était entendu que les alliés se soutenaient dans l'ensemble de leurs politiques extérieures. Ainsi, à Algésiras en 1906, la Russie et l'Autriche-Hongrie n'avaient aucun intérêt direct, mais tout le monde savait que la Russie voterait pour la France et l'Autriche-Hongrie pour l'Allemagne. Aujourd'hui, les Etats-Unis ont toujours fait savoir qu'ils avaient leur propre politique à Suez ou en Afrique, et que ces problèmes étaient exclus de l'alliance. On s'étonne de leur surprise à voir que leurs alliés leur rendent la pareille au Vietnam (sauf, pour certains, sur le plan des approbations verbales non suivies d'effet).

Restent donc 6 et 7. 7 est évidemment accessible, mais son intérêt paraît échapper au général de Gaulle qui pense peut-être que seule la brutalité peut secouer de vieilles structures sclérosées. 6 est finalement pour les Européens, l'idéal. L'ennui est que les Américains, conscients de leur énorme responsabilité et confiants dans leurs propres experts, oublient souvent de consulter leurs alliés, ou appellent consultation une information donnée une demi-heure avant l'évènement. Plus grave encore est le fait que leur législation de défense (loi Mac Mahon) leur interdit de consulter leurs alliés sur l'essentiel. J'ai souvent entendu le général Stehlin, notamment au colloque du Council of Foreign Relations en 1964, insister sur ce point : ce n'est pas le Conseil atlantique qui fait les vrais plans, mais les Américains seuls. Ce qui reste à planifier une fois les vrais plans adoptés secrètement n'est, si je puis dire, que de la « broutille ». Ce qui a déplu à beaucoup d'Européens dans la MLF, c'est que sous prétexte de proposer quelque chose de substantiellement nouveau, elle ne faisait en réalité que consolider le statu quo, c'est-à-dire le monopole américain pour le planning stratégique réel, toujours en vertu de la loi Mac Mahon.

Les remarques qui précèdent montrent, je pense, avec netteté qu'il ne suffit pas de crier « unité, unité » pour faire la communauté atlantique. Je pense qu'il faut crier « unité, unité », à cause du degré 7 : la politesse. Mais il faut être très conscient des obstacles énormes qui se dressent devant toute forme d'unité, à cause des tempéraments nationaux, et aussi de l'énorme puissance des Etats-Unis et de l'inégalité dans l'alliance. On voit mieux la possibilité d'une unité européenne, remontant jusqu'au degré 3. Mais là, le problème est de

savoir ce qui est le plus important : le contenu du concept ou son extension. Vaut-il mieux l'Europe des Six atteignant le degré 3 (quelques naïfs pensent qu'il suffirait que le général de Gaulle disparaisse) ou une Europe des Dix, des Douze, des Quinze ne remontant qu'au degré 4 ? D'autre part, la réalisation de 4 est-elle une transition nécessaire pour atteindre 3, ou bien la réalisation des 4 empêchera-t-elle 3 ? C'est de cela que l'on discute actuellement quand on pense à l'Europe.

Jusqu'à présent, nous avons examiné le concept au point de vue *statique*. Mais il y a une *dynamique* du problème de l'unité : par quel processus peut-on espérer l'atteindre ?

Il n'est peut-être pas mauvais de rappeler en quelques mots l'opposition qui existe entre pays occidentaux et communistes en matière d'unité. Les Communistes ont une idéologie d'Etat, obligatoire, seule enseignée, protégée par la police et les tribunaux. A l'époque de Staline, un immense effort fut fait pour donner à cette idéologie un caractère monolithique, et Tito fut excommunié pour avoir refusé de s'y soumettre. Depuis lors, il y a des « voies différentes » vers le socialisme, qui introduisent un certain assouplissement. Il subsiste le fait que c'est toujours du socialisme qu'il s'agit, et que chaque Etat, même si sa voie diverge un peu de celle du « grand frère » soviétique (expression adoptée officiellement, et qui évoque Teddy Roosevelt et les Etats-Unis de son temps, « big brother » des Républiques latino-américaines), impose sa propre interprétation par l'administration, la police et la justice dans les frontières de son Etat. Il y a donc plusieurs monolithes semblables au lieu d'un seul gros monolithe.

Face à cela, on trouve encore de nombreux Occidentaux dont le rêve est de construire une idéologie occidentale pour créer un autre pôle d'attraction en utilisant les armes mêmes de l'adversaire. Une telle conception est contradictoire avec ce qui est l'essence de l'Occident : placer les droits sacrés de la personne humaine au-dessus de la raison d'Etat, et par conséquent, laisser chaque personne libre de choisir sa propre idéologie, même communiste (du moins est-ce là l'idéal, et l'utilisation de la police contre les communistes, en Occidentaux, rappelle fâcheusement le propos de Saint-Just : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté », qui justifierait toutes les dictatures).

Donc l'Occident est caractérisé par la pluralité des idéologies. Il y a chez nous, parce que nous sommes ou voulons être le « monde libre », une grande force de dissociation partant du fait que l'on a le droit imprescriptible de ne pas être d'accord avec l'Etat. Les communistes appellent cela les « contradictions » du capitalisme et ironisent sur le désordre qu'elles impliquent nécessairement. Les Occidentaux doivent



au contraire en être fiers car ce désordre apparent est en réalité l'épanouissement de la personne humaine.

Cependant, la cohésion existe, suffisante pour survivre en période calme, suffisante pour réaliser de grandes choses en période troublée, ne serait-ce que de gagner les grandes guerres. C'est cette cohésion qui nous intéresse ici. Le général de Gaulle dans le tome I, page 1 de ses *Mémoires* ne fait que dire, dans son langage majestueux ce que pensent et sentent tous les vrais hommes d'État. Il parle des Français et dit que pour lutter contre les « ferments de dispersion » auxquels ils sont inclinés, il faut leur offrir de « vastes entreprises » grâce auxquelles ils retrouveront l'unité. Cela est vrai partout et non seulement de la France. Avec la « Frontier » les États-Unis ont eu pendant un siècle la vaste entreprise qui a finalement, malgré une terrible secousse, maintenu leur cohésion. Depuis qu'il n'y a plus de « Frontier » de nouvelles « vastes entreprises » leur ont été offertes, la « New Freedom », puis la « New Diplomacy » de Wilson, le « New Deal », puis la croisade des Démocraties de Roosevelt, la « New Frontier » de Kennedy, la « Great Society » de Johnson. Il n'est pas jusqu'à l'Amiral Radford et John Foster Dulles qui n'aient offert un « New Look » stratégique et diplomatique dont le défaut était peut-être qu'il ressemblait étrangement à l'« Ancient Look ». Les périodes ternes, médiocres, ont été celles où rien n'était offert — l'« America First » ou le « Back to Normalcy » de Harding. Ce n'est pas se lancer dans une vaste entreprise que de « revenir à la normale » ou de conserver ce qui est.

La vaste entreprise comporte, implicitement ou explicitement, quelque chose de « new ». Sinon, on déçoit la partie de la population pour laquelle la « normale » était assortie de souffrances. En France, on peut appeler cela le « Poincarisme ». Dans le Royaume-Uni d'entre 1919 et 1931, le maintien du sterling à sa parité-or, provoquant un chômage constant, a été le type même de la politique de « retour à la normale ».

Transposant ces données à l'alliance atlantique, nous nous rendons immédiatement compte que sa grande période a été celle où elle était une « vaste entreprise » : assurer la sécurité d'une Europe déchirée, naguère ruinée et cependant en plein essor. Les hommes qui ont inventé le plan Marshall, le pacte atlantique, l'aide militaire, ont eu le sens de la « vaste entreprise ». Américains pour la plupart, ils ont réellement été des « leaders ». Comme nous l'avons vu, l'« unité occidentale » n'a jamais été plus grande qu'alors, ce qui démontre bien que dans l'Occident libre, il ne peut y avoir d'unité sans vaste entreprise ! C'était peut-être l'unité du degré 5, sous un leader ; du moins y avait-il un leader. La grandeur de Truman aux yeux des Européens est d'avoir été le président de cette grande époque.

Je note au passage que les Français entendent « leadership », « leader » dans le sens de commandement, voire dictature : après tout, Leader, Führer, Duce, sont des mots voisins. Mais je le prends pour ma part dans le sens que lui donnent les Américains : celui qui guide, qui inspire, qui prend des initiatives. Ainsi, lorsque Kennedy, après octobre 1962, a dit que les Etats-Unis voulaient jouer leur rôle de leader, on a fait en France le contre-sens, et on l'a accusé de vouloir nous « satelliser », alors qu'il voulait certainement nous montrer la voie nous offrir une « vaste entreprise », son « grand dessein ». Le général de Gaulle n'est pas le dernier à avoir fait le contre-sens.

Quinze à vingt ans après le plan Marshall et le pacte atlantique, les Occidentaux cherchent en vain le « leadership » et la « vaste entreprise ». La grande réussite des années 1947-1953 avait produit un ensemble d'Institutions, dont l'OTAN était le symbole. Cette réussite même a fait oublier que le monde évolue. C'était une vaste entreprise que de créer l'OTAN. Le considérer aujourd'hui comme l'arche sainte intangible, c'est faire du « back to normalcy » ou du moins du maintien de la « normale ». C'est donc oublier qu'il y a eu des changements profonds et que ce qui était une tâche grandiose, propre à stimuler la cohésion et à assurer l'unité, est devenu routine.

On peut évidemment discuter si sur le fond, le général de Gaulle a eu tort ou raison de lancer un grand coup de hache dans l'arche sainte. Pour le style et la politesse (cf. degré n° 7), il est hors de doute qu'il l'a fait d'une façon parfaitement déplaisante. Mais en terme de *dynamique de l'unité*, il me paraît hors de doute qu'il a réveillé beaucoup de gens d'une torpeur béate, fondée sur l'auto-satisfaction. Je partage entièrement sur ce point l'opinion du sénateur Church.

On peut aussi discuter pour savoir si les Etats-Unis ont eu raison de riposter par une démonstration de l'union — au moins apparente — des Quatorze. Il est bon de montrer qu'une solidarité subsiste. Mais si tout ce que proposent les Américains, c'est de reconstituer à quatorze le même OTAN qui existait à quinze, alors on peut affirmer que la désagrégation se poursuivra. Combien d'entre les quatorze ont voulu démontrer leur attachement à un OTAN immuable ? combien ont voulu simplement protester contre le fait que le général de Gaulle s'y est pris brutalement (degré 7) ? Pour beaucoup la manifestation de solidarité dérive beaucoup plus de l'acceptation du degré 7 (Nous faisons cela par courtoisie pour les Etats-Unis qui nous ont tant aidés) que du degré 5 (Nous faisons cela parce que notre leader, les Etats-Unis, dit qu'il faut conserver l'OTAN).

La conclusion de tout ceci est que nous ne pouvons plus prétendre

résoudre tous nos problèmes en invoquant l'unité occidentale. En fait, elle n'existe pas, a cause de l'inégalité — nous y reviendrons — et parce que les institutions qui la symbolisaient se sont lentement sclérosées. Par contre, il nous faut rechercher de nouvelles « vastes entreprises ». Nous discuterons plus loin de ce problème.

Finalement, il n'est pas sûr que, dans notre monde agité, l'« unité occidentale » soit toujours une méthode efficace. On peut en discuter en ce qui concerne les perspectives, à vrai dire bien vagues, de réunification de l'Allemagne. Est-ce en voyant devant elle un bloc occidental dur et cohérent que l'URSS acceptera de lâcher le gage inestimable que constitue pour elle la DDR ? D'ailleurs, si certains Occidentaux essayaient d'imposer par la force à l'URSS, l'unification allemande, c'en serait fait pour toujours des espoirs d'unité occidentale. Si les Français qui réfléchissent peuvent rationnellement admettre que la division de l'Allemagne est un mal en soi, cette vue n'est nullement partagée par la majorité de la population laquelle, malgré le temps et les générations nouvelles, n'a pas oublié la défaite, l'occupation et le nazisme, et a besoin de plus de temps encore pour avoir confiance dans ses voisins. Soyons francs. Aucun Français ne se battra de bon cœur pour l'unification de l'Allemagne. Et je pense que la France est bien loin d'être la seule à avoir cette réaction émotionnelle.

De même, en période de guerre du Vietnam, il devrait être admis que, pour les intérêts même de l'Occident, l'action des Etats-Unis peut être désapprouvée publiquement par l'un ou plusieurs de leurs partenaires. En agissant ainsi, ils se contenteront d'imiter les Etats-Unis eux-mêmes qui, à juste titre, ne voulaient pas se solidariser entièrement avec leurs alliés occidentaux dans la résistance à la décolonisation. Il me paraît indispensable, même si cela est douloureux pour beaucoup, que l'extrême impopularité des Etats-Unis dans les pays du « tiers monde » ou dans nombre d'entre eux, n'affecte pas l'Occident en tant que tel. Il est regrettable que la popularité actuelle et peut-être passagère du général de Gaulle dans ces pays soit partiellement liée à sa brutalité à l'égard d'un grand pays allié et que cela désagrège l'amitié et les sentiments (Cette popularité a aussi des causes positives, telles que l'audace des accords de coopération avec l'Algérie). Mais l'Occident a sans doute besoin que les pays du tiers monde puissent tourner leur sympathie ailleurs que vers l'URSS ou la Chine. Ainsi, la guerre du Vietnam ne saurait être la « vaste entreprise » de l'Occident. Puisse-t-elle ne pas empêcher d'autres « vastes entreprises » qui, nous le verrons, nous sont ouvertes.

## 2. L'Indépendance.

Tout comme l'unité occidentale, l'indépendance est un mythe. Chronologiquement, on aurait même tendance à dire qu'il est un mythe du passé, tandis que l'unité est un mythe du présent et de l'avenir. Mais ceci n'est pas universellement vrai. Pour trois catégories de pays, l'indépendance a une valeur active et actuelle :

a) Les pays du tiers monde, pour la plupart ex-colonies, et qui viennent de l'acquérir ou de la conquérir ; pour eux, elle est donc parée des charmes de la victoire et symbolise la dignité humaine enfin conquise.

b) Les démocraties populaires et pays socialistes d'Europe orientale, avides d'échapper aux séquelles de la formidable emprise stalinienne.

c) Les trois très grandes puissances : Etats-Unis, URSS et bientôt Chine. Pour elles, l'indépendance est une réalité vivante et habituelle, au point d'être devenue inconsciente. J'ai rappelé plus haut pourquoi il y a peu de chances que les Etats-Unis renoncent à une part de leur souveraineté nationale, n'y étant pressés par aucune nécessité.

Restent les pays occidentaux autres que les Etats-Unis.

Dans une bonne partie de leurs opinions publiques, une sorte de dogme s'est implanté selon lequel on doit substituer aux indépendances nationales un regroupement — mille théories existent quant à la nature de ce regroupement et à son extension. Le choix qui paraît s'offrir est : ou bien le regroupement et l'indépendance du groupe ainsi constitué, ou bien une acceptation résignée du leadership américain. Non seulement, pour beaucoup de citoyens de ces pays, il est devenu presque immoral de revendiquer l'indépendance, mais pour les Etats-Unis — qui eux sont réellement indépendants — l'indépendance des pays moyens est un symbole d'esprit retardataire. Le général de Gaulle, qui l'invoque à temps et à contre-temps, est typiquement, dit-on, un homme du XIX<sup>e</sup> siècle. En forçant un peu les choses, pour beaucoup d'Américains, il est juste et sage que les Etats-Unis et le Gabon soient indépendants, mais périmé et malsain que la France aspire à l'être.

J'ai voulu insister sur cette confusion pour bien montrer qu'en réalité, ce qui est important, c'est le mythe de l'indépendance, beaucoup plus que l'indépendance objective. Car celle-ci n'existe pas vraiment, même pour les Etats-Unis, qui sont la plus grande puissance du monde. Etre indépendant, cela voudrait dire vivre en vase clos. Cela existe peut-être pour quelques tribus de l'Amazonie ou de la Nouvelle Guinée, mais certainement pas pour aucun des Etats existant, au sens juridique

du terme. Ce qui est important, c'est l'usage que l'on fait du mot, et du mythe que le mot dissimule.

Juridiquement, l'indépendance politique se caractérise par le fait qu'il n'y a aucune autorité supérieure à celle de l'Etat. Tandis que dans l'Etat, les citoyens sont soumis à sa contrainte, il n'y a pas de super-Etat (l'ONU n'en est pas un) qui oblige l'Etat à respecter la loi internationale. Autrement dit, comme l'a judicieusement remarqué Raymond Aron, l'essence de l'Etat est qu'il peut décider de faire usage de la force. Ce qui caractérise l'indépendance, c'est le pouvoir de décider que l'on fera la guerre.

Mais être indépendant juridiquement ne signifie pas qu'on le soit réellement. Certes, je peux décider de faire la guerre, mais cette décision est absurde, car je serai écrasé. Donc, je ne la prendrai pas. Mon indépendance reste purement théorique. Elle existe pourtant. Le Montenegro, au début du XX<sup>e</sup> siècle, a déclaré la guerre simultanément à la Russie, à l'Autriche-Hongrie, à l'Allemagne, à l'Italie, à la France et à l'Angleterre. Mais dans la réalité, ce genre de folie est exceptionnel.

N'est donc réellement indépendante que la puissance qui peut déclencher une guerre avec chance de succès. Dans l'époque classique non atomique, une grande puissance était celle qui pouvait faire la guerre avec chances de succès contre n'importe quelle autre puissance prise isolément (je propose cette définition, inspirée de Clausewitz, avec quelques retouches). Or, aujourd'hui, cette formule n'a guère de sens. Elle n'en a certainement aucun pour les puissances intermédiaires, France, Royaume-Uni par exemple. La démonstration en a été faite à Suez. Les seules traces du passé qui subsistent se trouvent en haut et en bas de l'échelle. En haut parce que les Etats-Unis et l'URSS seules peuvent sinon déclencher une guerre — le risque est trop grand — au moins assurer leur sécurité en dissuadant toute autre puissance de la leur faire. En bas parce que dans un pays sous-développé et par conséquent misérable, on peut déclencher une guerre subversive. On le peut parce que la misère d'une population lui donne le courage de supporter les effroyables souffrances de la guerre subversive. Un pays « nanti » n'aurait pas ce courage. N'ont donc une certaine indépendance que ceux qui ont une énorme puissance de dissuasion ou ceux qui ont, du fait de leur misère, l'audace de tout supporter. Ceux qui n'ont ni l'arsenal, ni la misère, ne sont plus réellement indépendants. Ils ne peuvent plus risquer l'usage de la force sans l'autorisation d'un des deux grands. Et ils ne sont plus protégés que par l'un des deux grands, non par eux-mêmes.

Il s'agissait d'indépendance politique. Pour l'indépendance économique, les données sont plus simples encore. La notion n'aurait de

sens que pour un pays vivant en autarcie. Or, aucun pays au monde n'a toutes les ressources ni la possibilité de fabriquer tous les ersatz. L'autarcie n'est donc possible qu'avec de grandes souffrances de la population. Il faut un Hitler ou un Staline pour imaginer des solutions économiquement aussi brutales — et encore ni Hitler, ni Staline n'ont réalisé l'autarcie totale. La notion d'indépendance économique, qui paraît avoir été imaginée par List dans son *Système national d'économie politique* datant de 1841, est donc nécessairement relative. On a toujours besoin des autres.

Oui, mais ces autres dont on a besoin, subira-t-on leur volonté, ou leur imposera-t-on la sienne ? Là, la réponse est claire. Plus un pays a une économie puissante et diversifiée, plus il est à même d'imposer sa volonté. Il l'impose au fournisseur d'une matière première, qui ne peut survivre que s'il vend. Il l'impose au concurrent étranger par la guerre des prix, ou en utilisant ses excédents de capitaux pour s'installer chez lui. S'il dispose d'un énorme marché interne, il produit en grandes quantités, plus vite, à des prix plus avantageux, et il dispose d'un excédent massif de ressources pour la recherche fondamentale et appliquée, qui lui permet de distancer ses concurrents sur le plan technologique.

On le voit, il n'y a qu'un pays au monde susceptible d'imposer son autorité sur le plan économique et de jouir ainsi de la pleine indépendance économique — les Etats-Unis. Au-dessous, l'URSS, peut-être un jour la Chine, jouissent d'une indépendance économique défensive, en ce sens qu'elles sont à peu près à l'abri de l'influence américaine (malgré des incidents tels que les déficits en blé). L'Etat étant maître du commerce extérieur et le régime autoritaire permettant de comprimer le niveau de vie des citoyens, elles peuvent se donner, dans certaines techniques de pointe, un vaste équipement et prendre ainsi une avance technologique (le Spoutnik). Mais l'URSS ne peut imposer sa volonté en dehors du monde communiste. Inversement, pour garder leur influence prépondérante, les Américains ont intérêt à empêcher de nouveaux pays de passer dans l'orbite communiste. C'est l'un des éléments de la politique du containment.

Les puissances économiques de l'Europe occidentale, et notamment celles dont les produits nationaux bruts sont très voisins, Allemagne, Royaume-Uni, France, ne peuvent pas être considérées comme indépendantes économiquement. Si elles se protègent par des barrières douanières, elles assoupissent leurs industries et accentuent leur retard technologique (la France sous la III<sup>e</sup> République). Si elles s'ouvrent largement, elles risquent de voir déferler les capitaux américains ce qui à court terme, crée du travail et augmente la production et, à long

terme, peut aboutir à une véritable colonisation économique, ou à l'étouffement de certaines industries modernes (atomique, spatiale, calculateurs, aviation).

Aussi le pessimisme alterne-t-il avec l'optimisme. A la fin des années 1940, avec le plan Marshall, on croyait généralement que le « dollar gap » était un phénomène structurel. A la fin des années 1950, la production européenne s'accroissant plus vite que celle des Etats-Unis, on pouvait croire à un retour spectaculaire de l'Europe et à une diminution de la marge d'avance des Etats-Unis. La constante expansion américaine depuis 1962 accroît au contraire cette marge et démontre que ce qui est important, c'est en réalité l'avance technologique.

C'est là que l'interdépendance, l'association, l'intégration des Européens paraît s'imposer le plus. Et pourtant, elle est loin de résoudre tous les problèmes. Les Américains réussissent souvent à imposer la conclusion de marchés portant sur des produits américains (et pas seulement du matériel de guerre), au détriment de produits européens correspondants dont pourtant la qualité est souvent égale et les prix inférieurs. La solidarité européenne joue très peu en ce domaine.

Face à ces données évidentes concernant l'indépendance politique et l'indépendance économique, il est intéressant d'observer l'obstination avec laquelle le général de Gaulle poursuit le mythe de l'indépendance nationale pour la France.

L'aspect sentimental du problème ne doit pas être dédaigné. La France doit être placée à son « rang » qui est l'un des tout premiers. Mais on se demande si en poursuivant ce but, il ne se livre pas à des chimères. Le problème est en réalité complexe.

Psychologiquement, la chimère a son importance. Après les humiliations de 1940, l'occupation, la ruine, les gouvernements incohérents de la IV<sup>e</sup> République, il apporte aux Français le sentiment d'une dignité retrouvée, laquelle ne doit pas se confondre, comme le font par simplification les journalistes américains, avec le nationalisme. Le « rang » par l'expansion économique, par la création, sans aide étrangère, d'une force de frappe, par l'éviction de certaines influences américaines, tout cela, dans son esprit, doit constituer la « vaste entreprise » susceptible de rassembler les Français. Cela le place, vis-à-vis d'une opposition divisée, dans une bonne position, car c'est lui qui offre le nouveau, et c'est l'opposition qui offre le « retour à la normale ».

A court terme, et dans la perspective d'un monde où la technologie est l'essentiel, il n'est pas indifférent qu'au prix d'efforts coûteux, par ses propres moyens, et souvent face à une attitude américaine hostile, la France décide de fabriquer son propre uranium enrichi, ses propres fusées, ses propres satellites, y compris un ou deux satellites de télé-



communications, d'avoir son propre système de télévision en couleurs — avec l'URSS puisque les autres Occidentaux préfèrent en général le système américano-allemand — peut-être ses propres grosses calculatrices puisque les Américains refusent d'en livrer qui serviraient à mettre au point la bombe H, de faire avec l'Angleterre l'avion Concorde, etc.

Nous n'aurons pas la naïveté de penser que cela est à l'échelle des efforts américains, ou que cela comble une partie suffisante du retard technologique. Simplement, nous constatons qu'en agissant ainsi, la France produit des techniciens par dizaines de milliers et que ces techniciens lui seront beaucoup plus précieux que les bombes H ou les satellites.

A long terme, cette attitude ne se justifie plus. Si le général de Gaulle croit qu'il peut faire de la France un pays durablement indépendant, alors il se trompe certainement. La solution à longue échéance est soit d'admettre la suprématie américaine et de confier aux Etats-Unis les industries de pointe, soit de trouver des *solutions européennes*. Pour cela, il s'agit de savoir quelle sera l'attitude des autres Européens, s'ils préféreront que toutes leurs communications passent par les Telstars américains ou s'associeront pour avoir les leurs (et donc être à même de dire des choses qui déplairaient aux Américains), s'ils préféreront acheter leurs calculatrices à IBM et Control data ou fabriquer de grosses calculatrices en s'associant, etc... Il s'agit aussi de savoir si la France s'associera à de telles entreprises, quels encouragements apporteront les Américains ou s'ils décideront de freiner cet effort pour maintenir leur suprématie. Il est impossible aujourd'hui de le prévoir.

Ce qui, chez le général de Gaulle, évoque l'homme du XIX<sup>e</sup> siècle, ce n'est pas certes cette volonté de créer à tout prix une élite nombreuse de techniciens. C'est la confusion qu'il paraît opérer entre indépendance et affirmation de l'indépendance. Le meilleur exemple est la façon dont il a prié les Américains de mettre leurs bases en France sous commandement français — sans d'ailleurs engager avec eux la moindre discussion à ce sujet —, puis de les replier hors de France. Autant l'idée d'une réforme de l'OTAN s'impose, autant le retrait de la France de cet organisme est discutable, autant la conséquence qui en est tirée — évacuation du SHAPE et des bases du territoire français — est incompréhensible. On a bien l'impression qu'il s'agit là d'une affirmation d'indépendance beaucoup plus que d'une acquisition véritable de l'indépendance. Même si les Américains ont pris quelques libertés avec l'espace aérien français, rien n'empêcherait de négocier avec eux — poliment et secrètement — pour qu'ils observent davan-



tage les règles. Si encore il s'agissait d'un moyen de marchandage pour obtenir autre chose, on se contenterait de déplorer la brutalité du geste. Mais ce qui est plus grave, c'est qu'il semble bien s'agir de la réalisation d'un programme. Puisque la France reste dans l'alliance, son territoire sera un objectif pour l'ennemi éventuel, qu'il y ait ou non des bases américaines. Elle devient un peu moins « alliée », un peu plus « neutre », mais on ne voit pas en quoi elle deviendrait plus indépendante. La France imite le Maroc dont le jeune nationalisme justifie des impatiences qu'un vieil Etat ne saurait avoir.

Ainsi, le mythe de l'indépendance, aussi bien que le mythe de l'unité occidentale, est issu de la passion plus que de la raison. Nous pensons qu'il fallait analyser ces mythes et les ramener à leur juste valeur. Tous ces développements ont donc pu paraître critiques et destructifs. En réévaluant les vrais problèmes nous espérons, dans ce qui va suivre, éviter ce reproche.

## II. REEVALUATION DES PROBLEMES

Dans l'alliance atlantique à son apogée, il y avait diverses composantes qui ont disparu : la conscience d'un danger commun, une solidarité amicale, l'acceptation du leadership américain, enfin le sentiment d'une vaste entreprise commune. Son avenir, sa survie même sont liés à la redécouverte de ces composantes ou de composantes nouvelles, *faute de quoi sa désagrégation va se poursuivre inexorablement*. Nos discussions devraient donc porter sur ces composantes nouvelles et non sur les moyens de consolider un édifice fissuré et démodé. Je voudrais présenter ici quelques réflexions.

### 1. Réévaluation du danger.

En 1950, l'alliance était unie, car il y avait un danger évident et palpable — démontré notamment par la guerre de Corée — et un adversaire commun, la Russie stalinienne. La désagrégation que nous constatons aujourd'hui vient d'abord — cela est évident — du sentiment quasi général que le danger a décliné. Mais, — et c'est plus important encore — du fait que les Occidentaux sont en désaccord quant à la nature de l'adversaire.

Sur le *déclin du danger*, il y aurait beaucoup à dire et l'on doit se contenter de l'essentiel. Tout dérive de l'explication que l'on donne. Depuis la réussite de Kennedy à Cuba, en octobre 1962, les Soviétiques se sont abstenus de tout geste menaçant. Une première explication, est qu'ils ont été découragés par la force de l'alliance (à mon avis par la

force des Etats-Unis seuls. M. Dean Acheson, avec ses 98 %, passe son temps à nous démontrer que l'alliance est peu utile). Tant que celle-ci reste grande, ils se tiendront tranquilles. Mais avec la découverte unilatérale d'une arme nouvelle, ils pourraient reprendre une attitude agressive. Autrement dit, avec ce type d'explication, le danger n'a pas réellement disparu. Il est latent. Philip Mosely a soutenu cette thèse au colloque de Bellagio (octobre 1965). N'est-il pas, en tant que grand expert des questions soviétiques, exagérément pessimiste ?

Cette première thèse a certainement une bonne part de vérité. La situation de force des Etat-Unis (et non de l'alliance) a largement contribué à assagir les Soviétiques, et a permis le développement d'un processus de « marchandage tacite », selon l'expression de Thomas Schelling, processus dans lequel Kennedy paraît avoir été fort supérieur à son successeur.

Mais il est un second type d'explication qui, dans nos colloques, suscite presque toujours une réaction sentimentale de nos collègues américains (ainsi Morgenthau, Brzezinski) et allemands : à savoir que le danger a diminué par suite d'une profonde transformation interne de la population soviétique. Certes il serait absurde de dire que la relation entre niveau de vie et esprit révolutionnaire est simple. Il est sans doute prématuré d'admettre avec Karl Deutsch que, dépassé un certain chiffre de revenu moyen par habitant, les Etats cessent d'être secoués par des troubles révolutionnaires. Cependant, il reste vrai que ceux qui sont prêts à risquer leur vie pour que « cela change », à part quelques idéalistes, sont ceux dont le sort est misérable *et qui en ont pris conscience*. Le sort des citoyens de l'URSS est de moins en moins misérable. Après l'époque stalinienne, s'est manifestée une puissante pression en faveur d'un niveau de vie plus élevé. Nous pensons que cela diminue l'attraction vers une guerre de conquête communiste. Certes le but restera longtemps le même — l'extension du communisme au monde entier. Mais le problème est de savoir ce que l'on est prêt à sacrifier pour ce but. Si l'on recule devant le sacrifice total le but devient platonique. C'est ainsi que l'Islam parti pour la conquête du monde, s'est finalement arrêté, puis a abandonné ce but. Cela a pris plusieurs siècles et la Révolution d'octobre date de moins de cinquante ans. Mais de nos jours tout marche plus vite.

Il doit y avoir une part de vérité dans ce second type d'explication comme dans le premier. L'erreur serait évidemment de croire prématurément que le danger a disparu et qu'il ne peut plus y avoir de retours de flamme. Ainsi, trois attitudes se dégagent :

a) Le danger reste intact, quoique latent, et il réapparaîtra dans toute sa force.

b) Le danger décline, mais restons vigilants.

c) Le danger a pratiquement disparu.

On peut interpréter l'attitude du général de Gaulle soit en vertu de c) — ce qui, à mon avis constituerait de sa part une erreur considérable —, soit en vertu de b), mais du b) selon lequel, conformément aux dires de Dean Acheson, il suffit que les Américains, qui ont 98 % des forces, soient vigilants. Un certain assouplissement de l'alliance, permettant à la France de prendre des initiatives en faveur d'un rapprochement avec les Soviétiques, contribuerait à faire passer progressivement la situation de b) à c).

Plus important, dans la perspective de l'« unité occidentale » me paraît être le fait que nous n'avons plus réellement le même ennemi. Pour beaucoup d'Européens — en tout cas la majorité des Français — le danger est *russe* ou *chinois*. Pour beaucoup d'Américains, le danger est *communiste*. A l'époque de Staline, le problème était plus simple. L'URSS, dominée par le communisme stalinien, était dangereuse. On épilouquait alors (cf les travaux de Waldemar Gurian) pour savoir si le danger provenait des traditions russes ou du communisme. Mais peu importait la réponse puisque les deux phénomènes étaient inextricablement mêlés. L'évolution ultérieure a suscité une divergence qu'il faut souligner.

Dans les romans d'espionnage américain, l'adversaire est généralement appelé « les communistes ». De même dans la presse. Dans les romans d'espionnage français, on dit « les Russes » ou « les Chinois ».

La grande majorité des Français n'est pas communiste, mais une minorité de 20 % vote pour le PCF aux élections — la plupart, les sondages le prouvent, pour des raisons tout internes, et sans sympathie particulière pour l'URSS. Mais chaque Français sait qu'en moyenne une personne sur cinq qu'il rencontre dans la rue vote communiste. Chaque Français connaît des communistes, a parfois des amis communistes. Il est amené ainsi par une expérience quotidienne à constater que les communistes ne sont pas la bête de l'Apocalypse. Au surplus, il constate depuis vingt ans un irrésistible déclin de l'esprit révolutionnaire des communistes français. Le PCF, qui pouvait faire « descendre dans la rue » à Paris 2 à 300.000 personnes en 1936 ou en 1946, n'arrive plus à en grouper 20.000 aujourd'hui (quoiqu'il y ait 100.000 membres du parti et 1 million d'électeurs fidèles dans la région parisienne). Ainsi, par une sorte de réflexe conditionné, les Français ont tendance à ne pas considérer « le communisme » comme un danger

en soi. C'est le communisme conquérant et impérialiste qui leur paraît dangereux et non le communisme.

Au contraire, les Américains ont découvert le communisme en 1945-1946. Avant cette date, il leur déplaisait naturellement mais ils le considéraient avec indifférence, comme un phénomène regrettable, mais lointain. Puis il y eut la grande alliance et Roosevelt, comme beaucoup de ses concitoyens, pensa que le communisme s'affadirait et qu'on pourrait parler avec ses chefs au nom des intérêts supérieurs de l'humanité. Or, Staline était fort indifférent aux intérêts supérieurs de l'humanité (Il faut attendre Krouchtchev pour que ceux-ci soient invoqués). Venant de liquider Hitler, les Américains ont vu surgir un autre danger. Le communisme a relayé le nazisme dans le rôle de Bélial.

Si le communisme est un danger en soi, tout ce qui se rapproche du communisme est mauvais. Avec un raisonnement comme celui-là, le sénateur MacCarthy pouvait trouver des communistes partout. Le peuple américain était trop sensé pour laisser le MacCarthyisme triompher et pour assimiler au communisme tout ce qui s'éloigne de la « libre entreprise ». Néanmoins, alors que beaucoup d'Européens ont tendance à distinguer les communistes dangereux des autres communistes, les Américains considèrent tous les communistes comme dangereux et ils soupçonnent volontiers leurs adversaires d'être communistes.

Je ne peux m'empêcher de penser que les Américains ont ainsi fortement contribué à convaincre Castro qu'il était communiste depuis toujours. Le général de Gaulle a fait une erreur analogue en disant de la Guinée, en 1959, qu'elle était « une démocratie populaire ». Il n'a pas renouvelé cette erreur en 1962 avec l'Algérie, et, dans l'intérêt de l'Occident tout entier, la solution trouvée pour les rapports avec l'Algérie contraste avec la situation cubaine. Pourquoi ne pas admettre un certain type d'Etats communistes, même dans l'Hémisphère occidental, suivant la voie titiste des « zones de paix » ? La majorité des Français préférerait voir à Haïti un régime castriste animé par un idéal plutôt que la dictature sanglante de Duvalier. L'intervention à Saint-Domingue a montré que les points de vue américains restent fort différents.

Nous pensons qu'il y a, dans cette différence de conceptions un obstacle profond à l'« unité occidentale ». Mais la connaissance même de cet obstacle permet d'entrevoir des solutions. On peut les formuler ainsi.

1. La « vaste entreprise » de l'alliance atlantique ne peut plus être la résistance du monde libre « au communisme ». Il faut épier tous les

signes de rapprochement possible avec certains Etats communistes (et surtout l'URSS) et les cultiver. Or, le rapprochement Ouest-Est n'est possible que si les Occidentaux le font en se consultant. Il ne faut plus que les Etats-Unis s'engagent dans des opérations du type Vietnam, Cuba, sans consulter leurs alliés. Il ne faut plus que les alliés (et notamment de Gaulle) condamnent publiquement l'action des Etats-Unis au Vietnam sans proposer de solution réelle et sans les avoir consultés. Il faut que lorsqu'il va à Moscou, il puisse le faire sans éveiller la méfiance notamment des Allemands, et donc il faut qu'il les ait réellement consultés.

Bref, l'Alliance atlantique voit s'offrir à elle une vaste entreprise, le rapprochement Ouest-Est, M. Dean Rusk vient d'ailleurs de la proposer. Mais celle-ci implique que les Etats-Unis et les autres élaborent une procédure de consultation. Dans le projet Dean Rusk, apparaît le désir caché que les Etats-Unis gardent le leadership du rapprochement Est-Ouest. Il veut que ce rapprochement soit tenté par les Occidentaux « unis ». Personnellement, j'aime mieux un rapprochement « dispersé », mais réel, qu'un front monolithique et pas de rapprochement du tout.

2. La probabilité, sinon la certitude, existe que le danger russe s'éloignera, mais que le danger chinois, de local, deviendra mondial. Il faut que l'alliance s'adapte progressivement à cette donnée. Il faut surtout qu'elle agisse dans le Tiers Monde pour empêcher qu'à la dialectique marxiste prolétariat-bourgeoisie ne se substitue une dialectique pays prolétaires guidés par la Chine - pays bourgeois. Nous en reparlerons ci-dessous.

## 2. Réévaluation du « Sentiment ».

Les Etats sont des monstres froids dont la politique étrangère est en général parfaitement égoïste. Ceci est vrai des Etats-Unis (quoiqu'en disent Tannenbaum, le président Johnson et les tenants de la supériorité morale américaine). Généreux défenseurs du Sud-Vietnam lorsque leur intérêt stratégique l'exige, ils ripostent à la menace fasciste contre l'Ethiopie en votant une loi de neutralité qui leur interdit d'envoyer des armes à la victime de l'agression. Simplement, la possession de vastes terres peuplées seulement d'Indiens a réduit leur impérialisme colonial à une phase brève et l'absence de voisins puissants leur a évité les guerres « fratricides ». Il faut donc partir de cette donnée et ne pas s'enivrer de sentimentalisme.

Mais inversément, cet égoïsme fondamental doit être tempéré par le langage, faute de quoi la vie internationale devient impossible. Il faut

exalter l'amitié des peuples, la gratitude mutuelle, faire des gestes qui, sans importance en soi, créent une atmosphère. A force de se vouloir réaliste, on devient cynique. S'il est irritant de voir un peuple se croire supérieur moralement et adopter un ton prêcheur, il l'est plus encore de voir quelqu'un faire fi des sentiments sous prétexte de réalisme. Le général de Gaulle paraît méconnaître ces principes simples. On peut dire que la querelle actuelle aurait pris une tout autre forme 1° s'il avait négocié secrètement avec le gouvernement américain avant d'annoncer publiquement des décisions désagréables, 2° s'il avait assorti ces décisions désagréables de gestes. Par exemple, son refus d'aller sur les plages de Normandie en juin 1964, le stupide incident du « Kelly Memorial » en 1966, ont légitimement exaspéré les Américains, plus encore que la divergence politique.

Ce que je voudrais suggérer ici, c'est qu'à la notion d'*amitié mutuelle* bien fragile, on superpose celle de *connaissance mutuelle*, qui est féconde.

Amitié mutuelle ? Les grandes collectivités humaines n'éprouvent ce sentiment que par accès. De même la haine mutuelle. La notion d'« ennemi héréditaire » est un mythe sans fondement historique (Hans-Otto Sieburg a démontré que dans l'histoire des relations franco-allemandes la France n'est devenue l'ennemi héréditaire de l'Allemagne que vers 1840, l'Allemagne celui de la France que vers 1866. Cela n'aura duré qu'une centaine d'années). La France et les Etats-Unis ont une amitié représentée par le symbolique La Fayette. Mais si l'on en juge par l'histoire, ils ont connu constamment l'exaspération mutuelle : celle des Français lorsque en 1783 les Américains ont signé la paix avec l'Angleterre sans les consulter, celle des Américains lors de l'ambassade de Genet en 1794, la guerre non déclarée de la fin du siècle, les protestations de Jefferson lors du blocus continental, la querelle des indemnités de guerre à l'époque de Jackson, celle suscitée par l'expédition française au Mexique lors de la guerre de Sécession, celle des dettes de guerre après 1919, etc... Quant à l'image stéréotypée que les deux peuples se faisaient l'un de l'autre, il faut lire les livres de René Rémond (*Les Etats-Unis devant l'opinion française*) et de Simon Jeune (*De Graindorge à Barnabooth*) pour s'en faire une idée.

Peut-être l'incompréhension mutuelle entre Français et Américains est-elle même plus grande que pour les autres peuples européens, car la France n'a jamais fourni d'immigration massive aux Etats-Unis et n'y est donc pas représentée par un groupe puissant.

De tous les sentiments, la gratitude entre peuples est le plus fragile. Les Français sont ingrats actuellement à l'égard des Américains qui les

ont sauvés en 1918 et libérés en 1944, soit ! Mais les Français avaient perdu 1.400.000 tués pour la cause commune et les Américains, arrivés tard, moins du dixième. Et en 1940, les Américains isolationnistes ont contemplé sans intervenir la défaite de la France. Tout ceci pour dire que la gratitude est un mot qu'il ne faut pas brandir. « Mentana a tué Magenta » et la gratitude de l'Italie pour la France qui l'avait aidée à s'unifier (par intérêt purement français) a été remplacée par l'exaspération. Et qu'est devenue notre gratitude à tous, nous alliés de la seconde guerre, à l'égard des braves soldats russes qui ont brisé la force vive de l'armée nazie, ont ainsi permis le débarquement, et sont morts, avec leurs compatriotes civils, au nombre de 17 millions ? Et la gratitude des Russes pour les Américains qui leur ont permis de survivre par le prêt-bail ?

Ne nous fions donc pas aux sentiments, aux popularités passagères (par exemple celle du général de Gaulle dans le Tiers Monde), et essayons au contraire de nous *connaître*. Pour se connaître entre peuples, les contacts de masse sont déplorables. Une armée même alliée brûle les meubles, casse les carreaux, viole les femmes. Inversement, elle rencontre principalement des mercantis ou des filles de joie et se fait une piètre idée du peuple qu'elle croit connaître. Même le tourisme est dangereux, car il donne une fausse connaissance et développe les stéréotypes.

Il faut en conclure que seuls les *contacts d'élite*, préparés et prolongés, donnent des résultats solides et, par conséquent, qu'ils doivent être considérablement intensifiés, au sein du monde atlantique. Si, du traité franco-allemand de janvier 1963, politiquement décevant, il ne reste que l'« Office franco-allemand de la jeunesse », je dirai que c'est un excellent traité. Lorsque le sénateur Fulbright a eu l'idée, en 1946, d'utiliser certains fonds pour des échanges binationaux d'étudiants, chercheurs et professeurs, il a probablement accompli l'acte le plus fécond de sa carrière. Ayant la responsabilité du programme franco-américain, je peux affirmer : 1° que sur les 4.500 Français et les 4.000 Américains qui en ont profité, le « déchet » — ceux qui reviennent avec des sentiments hostiles — n'atteint pas 2 %. 2° que la « productivité » en est considérable — des réseaux de relations entre universités, entre laboratoires, entre familles, entre professions, multiplient prodigieusement l'effet des petits nombres, si ceux-ci sont constitués d'individus triés. 3° que ce programme a suscité un intérêt croissant du gouvernement français, qui y participe financièrement depuis 1965 et a en 1966 doublé le nombre des bourses qu'il accorde aux Français allant en Amérique. 4° que ce programme, par la volonté mutuelle, n'est nullement affecté par les tensions politiques. 5° qu'il

suscite d'autres initiatives — telles les « Junior years abroad », les séminaires pour professeurs de français de l'Office of Education. Il y a actuellement 2.500 étudiants américains en France (2<sup>e</sup> groupe national après les Tunisiens, avant les allemands et les Vietnamiens) et 700 étudiants français aux Etats-Unis. L'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie font des efforts comparables.

Tout me porte à croire qu'à notre époque il s'agit là d'une *nouvelle dimension des relations internationales*. Le Gouvernement français en est conscient, qui a 30.000 professeurs à l'étranger. Le Gouvernement américain également, si l'on en croit l'excellent livre que le nouvel Assistant Secretary of State for Cultural Affairs, Charles Frankel, vient de publier : *American cultural policy abroad*.

Inversement, les parlements n'en ont pas encore conscience. Rien n'a été plus désastreux dans ce domaine que la réduction de crédits qui a abouti à la fermeture de bibliothèques américaines à Paris et à Londres. Bien mieux l'argument n'a pas été que le général de Gaulle est insupportable et qu'il faut le punir, mais que la France est un si bon allié qu'elle n'a pas besoin qu'on l'aide à connaître davantage les Etats-Unis.

On m'excusera d'insister sur cette « nouvelle dimension ». Apparemment, un tel travail culturel fait piètre figure à côté de la « grande politique ». Mais ce processus d'échanges aboutit à une irremplaçable connaissance en profondeur et à la formation d'élites qui se comprennent. Au moment où les transports se multiplient et vont baisser de prix, il faut que l'Alliance atlantique se donne cette dimension. Ainsi, elle préparera le terrain pour des sentiments moins fragiles. Lorsque l'USIS cherche à développer les « American Studies » en France, elle fait de la bonne propagande selon son point de vue. Mais moi qui suis français, et ne poursuis donc pas ce but de propagande américaine, je suis aussi fermement partisan du développement des « American Studies » en France, parce qu'il constitue un enrichissement de la culture française. Et la réciproque est vraie. Et la même coïncidence d'intérêts en fonction de buts différents, existe pour chacun de nos pays pris deux à deux.

### 3. Réévaluation de la solidarité.

Sans abandonner notre ancienne solidarité face à un danger qui sans doute décline, mais n'a pas disparu, il nous faut trouver des solidarités nouvelles.

Nous en avons déjà évoqué une, celle d'un commun effort pour le rapprochement Ouest-Est. Mais il ne peut s'agir là que d'un patient



travail diplomatique qui, par sa lenteur même, ne passionnera guère les opinions publiques.

Celles-ci prennent conscience de la misère dans le monde. La famine dans l'Inde frappe les imaginations et suscite les générosités. Or, la famine larvée du monde sous développé commence à être connue dans les larges couches des populations favorisées. Certains pays — États-Unis, France, Royaume-Uni, Pays-Bas — distribuent une aide qui, dans son immense majorité, est unilatérale. Les pays du Marché commun ont créé une association avec un certain nombre de pays africains. Ne peut-on généraliser et constituer une *Association Atlantique pour l'aide et le développement* (ou élargir considérablement les moyens de l'OCDE)?

Ce plan se heurte à deux obstacles peut-être insurmontables :

1° Les deux pays qui fournissent le plus d'aide — États-Unis et France — le font de façon nationaliste. Ils veulent que leur aide soit « payante » sur le plan politique, c'est-à-dire que les bénéficiaires leur en sachent gré. Parfois même ils s'opposent. Ainsi, un député mexicain vient de révéler le fait que les États-Unis ont réussi à empêcher l'octroi d'une aide française au Mexique. Une telle mentalité, solidement ancrée dans les milieux gouvernementaux et les parlements des deux pays, rend impossible pour le moment la multilatéralisation de l'aide. Mais un travail d'éducation n'est pas impossible.

2. Les États-Unis sont pour le moment résolument hostiles à tout effort de stabilisation des prix des matières premières. Ils s'opposent par conséquent au plan français d'André Philip, soutenu par la Belgique. Or, tant que l'aide sera constituée simplement de prêts et de dons sans action sur le cours des matières premières, elle continuera à être inefficace.

Il y a donc un long chemin à parcourir. Sans doute la « force des choses » accélérera ce parcours. La « force des choses », c'est que le « Tiers Monde », à l'exception de quelques pays qui ont atteint le « take off » de Walt Rostow, se prolétarise de plus en plus. Son expansion, ou bien est nulle, ou bien est inférieure à celle des pays développés. Le fossé s'élargit, et les opinions publiques des pays du tiers monde, si frustes soient-elles, en prennent conscience. Quels que soient les échecs actuels de la Chine en Afrique, ceux-ci ne dureront pas si les Occidentaux continuent à travailler en ordre dispersé et à se désintéresser de toute aide qui ne serait pas politiquement « payante ». Le « modèle » chinois n'a pas perdu de son attraction. Celle-ci se renforcera, et l'on risque d'aboutir à cette dialectique nouvelle des

pays du tiers monde, groupés derrière une Chine armée jusqu'aux dents, s'opposant aux pays bourgeois et satisfaits. C'est l'intérêt même de la sécurité occidentale qui, à terme de dix ou vingt ans, est en jeu. Une *Association atlantique pour l'aide et le développement*, propre à susciter l'intérêt des opinions publiques, à leur apparaître comme une « vaste entreprise », pourrait remplir à une échelle universelle le rôle que l'association Marché commun-pays d'outre-mer joue à une échelle limitée.

#### 4. Réévaluation de l'inégalité économique.

Dans tout ce rapport, la question de l'inégalité entre les membres de l'Alliance atlantique a sans cesse surgi. A la différence des alliances du début du siècle, conclues entre grandes puissances à peu près égales, celle-ci est le fait d'une très grande puissance et de pays moyens ou petits, ces deux dernières catégories étant d'ailleurs beaucoup plus proches entre elles que de la première.

Essayons d'analyser cette donnée sur le plan économique, en partant de l'idée : 1° que les Etats-Unis ont une avance technologique de dix à vingt ans sur leurs alliés européens. 2° que pour une population à peu près quatre fois plus importante que celles de la France, de l'Allemagne occidentale, du Royaume-Uni ou de l'Italie, les Etats-Unis ont un produit national brut de huit à dix fois plus grand (soit un produit national brut par habitant qui est au moins le double du PNB par habitant des principaux pays européens).

Pour résoudre ce problème, il y a une logique apparente qui s'oppose à de puissantes forces psychologiques.

La logique, c'est que, de plus en plus, les Etats-Unis devraient prendre en main la direction technologique du monde atlantique. Ils sont à même de prélever pour la recherche un pourcentage plus élevé de leur PNB que leurs partenaires. Ceci s'ajoutant à leur avance, déjà acquise pendant la guerre, alors que les territoires des pays européens étaient ravagés et le « sanctuaire » américain en plein essor, leur permet d'avoir beaucoup plus de laboratoires et de centres de recherche, plus grands, mieux équipés, beaucoup mieux financés. Pourquoi s'acharner à une émulation impossible ? N'est-il pas absurde de voir la France, à qui aucun secret n'a été révélé, réinventer les processus et construire à Pierrelatte une usine de fabrication d'uranium enrichi, dont le prix de revient, à cause des dimensions, sera beaucoup plus élevé que le prix américain ? Mettant à part l'aspect militaire de la question, n'est-il pas plus logique d'acheter l'uranium enrichi aux USA ? De même la France lance par ses propres moyens deux petits

satellites. Attitude ridicule, dit une large partie de la presse américaine ; attitude typiquement nationaliste (j'avoue ne pas comprendre en quoi les 600 satellites américains sont moins nationalistes que les deux satellites français). Pourquoi ne pas utiliser nos fusées pour lancer vos appareils d'observation scientifique, nos *telstars* pour développer les communications mondiales ? De même pour les avions. Le débat a eu lieu et continue en Angleterre. Pourquoi dépenser beaucoup alors que nous pouvons acheter de gros avions aux Etats-Unis ? Bref, la logique paraît indiquer une voie plus rentable, plus économique. Laissons aux Américains le soin d'inventer et achetons leur des brevets ; laissons aux Américains produire tout ce qui est ultra-moderne et achetons leur ces produits. Nous participerons aux bénéfices en laissant les capitaux américains s'investir chez nous sans limites, à leur gré. Certes nous perdrons le contrôle d'une large partie de notre économie, mais la logique de la rentabilité sera sauve.

Cette logique se heurte à des facteurs psychologiques qu'on a tôt fait d'appeler « nationalistes ». Si certains Européens sont prêts à se résigner à une telle solution, beaucoup d'autres la trouvent inadmissible. Lorsque le niveau de formation intellectuelle est comparable, et que seuls les moyens matériels de la recherche diffèrent d'ampleur, le découragement, l'abandon ont quelque chose de choquant. Individuellement, le savant européen capitule lorsque, pour être mieux payé et avoir de meilleurs laboratoires, il émigre aux Etats-Unis. C'est le « *brain drain* ». Collectivement, cela consiste pour une nation à s'en remettre définitivement à une autre, qui détiendrait les leviers essentiels de la technologie et de l'économie. Certes, la grande nation est amie. Mais l'amitié est-elle possible et durable si les relations d'égal à égal se transforment en relations de « clientèle » romaine, ou de « vassalité » médiévale ? Dans ces temps troublés, l'homme libre, pour être protégé, se résignait à devenir le subordonné du seigneur. En échange de sa protection, il lui apportait sa terre que le seigneur lui remettait à titre de bénéfice dont il gardait désormais la propriété éminente. La civilisation industrielle doit-elle aboutir à une telle restauration de l'inégalité ?

Beaucoup d'Européens y sont résolument hostiles. Une nation qui accepterait ce type de liens cesserait à terme d'être une nation. Or, s'il est peut-être souhaitable que les nations « dépérissent » en tant que telles sur le plan politique, ce ne peut être qu'à charge de réciprocité. Dans un tel système, toutes les nations capituleraient et se dénationaliseraient au profit d'une seule, qui resterait totalement une nation, les Etats-Unis d'Amérique. Par ailleurs, une nation, c'est également, et surtout, une culture. Dans la communauté de la civilisation occi-

dentale, les cultures sont diverses et sont chacune un apport original. Or, l'expérience historique nous enseigne qu'une culture ne garde sa plénitude que si elle dispose de la liberté technologique et économique à un degré raisonnable. On peut, pour la préserver, imiter l'exemple japonais ou l'exemple chinois au XIX<sup>e</sup> siècle, mais le premier seul s'est révélé efficace. Les Japonais, pour garder l'essentiel, se sont donnés les outils technologiques des Occidentaux. La Chine a essayé de se fermer, de s'abriter de la technologie. Elle a manqué en périr, et actuellement, elle fait un formidable effort pour rattraper le temps perdu.

Je pense pour ma part que ceux qui, actuellement se résigneraient à la domination technologique et par conséquent économique américaine, se condamnent aux grandes crises qu'a connues la Chine pendant un siècle. Je suis convaincu que la majorité des Européens ne s'y résigne pas. L'avenir, pour eux, est d'ailleurs moins sombre qu'il n'y paraît, à condition que s'opère une triple prise de conscience.

a) *Prise de conscience européenne.* Pour la plupart des industries dites « de pointe », l'effort individuel d'une nation européenne est insuffisant. Il faut donc des associations internes à l'Europe. Mais cela ne signifie pas qu'une nation européenne prise isolément, ne doive pas entreprendre, pour tel ou tel secteur, son propre effort. A long terme, ce serait un échec. A court terme, c'est une initiative et un exemple. Il faut donc que la France, par exemple, comprenne qu'à long terme, les satellites français ne sont valables que s'ils deviennent européens, que le Royaume-Uni comprenne qu'abandonner le projet Eldo serait sans doute logique, mais représenterait un désastre pour l'avenir technologique européen ; il faut que se multiplient les associations intra-européennes pour les grands projets coûteux, et qu'une attitude *politique* soit adoptée pour qu'*en principe* (naturellement avec des exceptions) les grands projets intra-européens soient préférés aux projets bilatéraux nation européenne-Etats-Unis. Ceux qui parlent sans cesse de l'unité européenne, mais préfèrent, pour la technologie, s'en remettre aux Etats-Unis plutôt que de favoriser une entreprise intra-européenne, ne sont pas les meilleurs serviteurs de l'Europe.

b) *Prise de conscience américaine.* La position des Etats-Unis dans le monde atlantique étant de beaucoup la plus confortable, il est normal que les Américains aient de la peine à comprendre qu'ils auraient intérêt à favoriser le développement technologique de l'Europe, plutôt que d'asseoir leur domination en ce domaine. Ce n'est là qu'une application aux réalités de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle des principes wilsoniens d'égalité de droits des Etats. Au surplus, dans certains

secteurs, les Américains ont un rival aux moyens immenses, l'URSS. Il me paraît parfaitement possible que pour éviter une domination technologique américaine excessive, certains pays européens cherchent à l'équilibrer en prenant appui sur l'URSS. Lorsque la France s'associe à l'URSS pour la télévision en couleur, ou lorsque l'Italie s'engage dans une coopération intime avec ce pays dans le domaine de l'automobile, il y a des signes avant-coureurs d'une évolution qui pourrait mettre fin pour toujours à la Communauté atlantique. A force de trop vouloir, les Américains risquent de perdre beaucoup.

La solution, au lieu de se traduire par l'absorption technologique, pourrait être l'organisation systématique, dans certains secteurs bien définis, d'une *recherche atlantique*, financée au prorata des PNB, ou même plus par les Européens que par les Américains. Une recherche commune, fondamentale et appliquée permettrait de former savants et techniciens, en évitant le « brain drain ». Peut-être pourrait-on ainsi créer quelques *Atlantic Institutes of Technology*.

c) *Prise de conscience atlantique*. Bien entendu, il faut, dans un pareil problème, que les sacrifices ne soient pas unilatéraux. Or, le souci immédiat et à long terme de chaque partenaire est d'ordre économique. Il faut accroître la prospérité des citoyens, améliorer leurs niveaux de vie, et favoriser ainsi l'enrichissement des cultures. Dans cette perspective, une organisation atlantique de l'économie est souhaitable. Précisément, nous avons à notre disposition un outil de travail, connu sous le nom — fort impropre — de Kennedy Round.

Les perspectives actuelles du Kennedy Round sont beaucoup moins mauvaises qu'on ne le croit. Il n'y a pas, parmi les six, une Allemagne hautement favorable et une France hostile. Les dernières déclarations de Michel Debré montrent que la France y est favorable, à condition précisément que les industries « de pointe » soient traitées avec précaution. Or, lorsque les Six se sont mis d'accord sur les « exceptions » — accord déjà réalisé dans l'ensemble — les attitudes française et allemande ont été singulièrement similaires. Puisque les Américains souhaitent l'aboutissement en admettant les exceptions et que les Européens sont largement d'accord, on peut espérer que le « Kennedy Round » aboutira.

Cet aboutissement, en développant une solidarité économique fondée sur l'égalité, est, me semble-t-il, indispensable si l'on veut que a) et b) se réalisent.

Mais, comme nous allons le voir, il reste un autre élément d'inégalité, qui est l'inégalité militaire.

### 5. Réévaluation de l'inégalité militaire.

Celle-ci est plus évidente encore que l'inégalité économique. Au surplus, si la plupart des Européens refusent l'« abdication » au profit des techniques scientifiques américaines, moins nombreux sont ceux qui ne se résigneraient pas à voir les Américains assurer l'essentiel de leur défense. Le « Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe » de Jean Monnet considère qu'en tout état de cause, l'unification de l'Europe n'aurait pas pour but de donner à celle-ci une puissance nucléaire collective. Pour lui, la puissance américaine suffit. Ceux des Européens qui, au contraire, envisagent l'Europe comme une « troisième force », ont beaucoup de peine à imaginer par quel processus elle pourrait devenir une puissance nucléaire : fusion des forces française et britannique, et développement d'une force considérable autour de ce noyau ? Ou, comme le général Stehlin le disait au Colloque du Council on Foreign Relations en avril 1964, création d'une « Europe des Etats » (du type plan Fouchet) et distribution par la France à ses partenaires, y compris l'Allemagne, de quelques bombes atomiques ? Tout cela ne repose sur aucune indication positive, aucun gouvernement n'en ayant jamais évoqué la possibilité.

Inversement, on assiste à un phénomène caractéristique : lorsque le Labour Party est arrivé au pouvoir, ses velléités de laisser la force britannique s'absorber dans une force atlantique où les Etats-Unis reprendraient la totalité de la responsabilité, se sont estompées et, pour le moment, la Grande-Bretagne a à peu près la même position que la France, et garde sa petite force indépendante. L'échec de la MLF vient du général de Gaulle, mais aussi de l'Angleterre. Celle-ci a proposé une « Force Nord Atlantique », mais avec un manque de conviction évident. Beaucoup d'Allemands sont peu chaleureux à propos de la doctrine MacNamara de dissuasion graduée et préconisent dans un conflit l'utilisation quasi immédiate de l'arme atomique. Et il semble que les Américains parlent de moins en moins de « non dissémination » des armes nucléaires (Après tout, le cas de l'Inde est troublant).

Je me sens pour ma part très enclin à suivre les vues du général Beaufre. L'OTAN, immuable depuis 1950, est un instrument de riposte à une seule menace, de plus en plus improbable : celle d'une attaque classique par l'URSS et ses alliés du territoire occidental, soit avec préméditation, soit à la suite d'un incident. Puisque cette éventualité est improbable, et qu'il y a d'autres éventualités non prévues, il faut transformer l'OTAN, en tenant compte de l'existence des forces de frappe britannique et française, et en organisant une

collaboration entre les diverses forces existantes. Pour les Etats-Unis, c'est la perte du monopole de la décision, auquel ils se sont accrochés âprement. Pour la dissuasion en général, ce n'est pas une mauvaise situation, car cela *accroît les incertitudes* de l'ennemi potentiel. Celui-ci, à force de jouer au jeu de la dissuasion réciproque avec les Etats-Unis, finit par considérer leur territoire comme un sanctuaire. Mais quoiqu'en disent les Américains, l'Europe est moins directement protégée, et l'appoint de deux incertitudes supplémentaires n'est pas un mal en soi, au contraire.

Cela revient à dire que la construction de forces de frappe par la France et l'Angleterre est une donnée irréversible. Les Américains ont tout tenté pour l'éviter : le secret, les pressions, l'invocation d'arguments économiques (cela vous coûtera trop cher), l'affirmation que ces petites forces sont ridicules (les 98 % de M. Acheson), l'utilisation même d'un argument spécieux (si la France crée cette force, les Chinois suivront le mauvais exemple : comme si les Chinois ne l'auraient pas créée de toutes façons), la proposition d'organisation d'une force multinationale qui aurait rétabli le monopole américain, etc. Il faut reconnaître la réalité historique : un pays qui, politiquement et économiquement, peut se donner l'arme la plus moderne, se la donne de toutes façons, et il n'y a rien à faire pour l'en empêcher.

Il reste donc une seule solution pour les Etats-Unis : changer de politique, et, *au lieu de mener un combat de retardement, parfaitement vain, contre ces forces, en admettre l'existence et organiser une nouvelle association remplaçant l'OTAN, et établissant non l'impossible monopole des décisions, mais une collaboration organisée quant à l'usage de la très grande force et des deux petites.* Jusqu'à présent, quand les Etats-Unis ont proposé une telle organisation, c'était pour reprendre le monopole. Il faut qu'ils comprennent que l'organisation doit admettre la perte du monopole absolu.

Evidemment, ce n'est pas M. Dean Acheson qui peut comprendre ce que serait cet OTAN nouveau, ni même M. Dean Rusk et peut-être pas le président Johnson. Pour eux, la tactique consiste à excommunier la France et à maintenir le bon vieil OTAN à quatorze, sans se rendre compte que, poussée à bout, la France a un moyen parfaitement efficace de rendre l'OTAN classique inefficace, qui est d'interdire le survol de son territoire.

Je pense que le général de Gaulle, adversaire de l'OTAN classique, ne le serait nullement d'un OTAN nouveau qui, au lieu d'organiser pesamment la collaboration pour un cas improbable, et pour les forces classiques, c'est-à-dire secondaires, en préservant le monopole américain pour l'essentiel, organiserait une collaboration étroite, mais sans



monopole américain, pour les forces atomiques, c'est-à-dire une collaboration pour l'essentiel.

Quant au raisonnement consistant à dire que l'unité du commandement dès le début de la guerre est un gage de victoire, je me permets de rappeler qu'il existait *en fait* pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en 1914-1918, que l'Entente a gagné la guerre en ne l'établissant que sur le tard, que la France et l'Angleterre l'avaient établi dès septembre 1940, avec le succès que l'on sait, qu'il n'a jamais existé entre Anglo-Saxons et Russes en 1941-1944. De plus, il ne s'agit absolument plus de commandement, mais de dissuasion.

Reste évidemment le très complexe cas de l'Allemagne. Privée d'armes nucléaires par traité, elle sent cette limitation lui peser, d'autant plus que la France, moins puissante qu'elle industriellement (mais infiniment plus libre qu'elle diplomatiquement, surtout depuis la fin de la guerre d'Algérie), s'est donné de telles armes. Or, en plus des traités, il y a l'attitude soviétique. Et un Français comprend d'autant mieux le refus absolu des Soviétiques à un armement nucléaire allemand qu'il éprouve la même répugnance à l'admettre. A tout le moins, il y faudra encore bien du temps.

Toutefois, le problème n'est pas totalement insoluble. La MLF, en préservant soigneusement le monopole des Etats-Unis, n'était pas une solution, sinon en apparence. De même le Comité MacNamara. Mais on peut aller plus loin. Dans le désir qu'ont certains Allemands de ne pas être victimes d'une discrimination, l'aspect militaire est probablement moins important que l'aspect *technologique* : nous y revenons une fois de plus. Les Allemands ont probablement moins besoin de posséder réellement des bombes atomiques que d'avoir la maîtrise des techniques qui leur permettraient rapidement d'en produire si les circonstances politiques changeaient. Autrement dit, il faudrait que leurs ingénieurs atomistes ne soient pas tenus à l'écart des applications militaires. Ne peut-on imaginer une solution de ce type ? Ou bien les Etats-Unis réforment la loi MacMahon et admettent que des ingénieurs et savants étrangers, notamment allemands, participent aux recherches et applications militaires nucléaires. Ou bien, à défaut, les Etats-Unis ne s'opposent pas à ce que nombre d'ingénieurs allemands participent à ces recherches dans les centres britanniques et français. Est-il insensé d'admettre la création soit d'un *Centre atlantique de recherches nucléaires militaires*, soit d'un *Centre européen de recherches nucléaires militaires* ?

L'idéal serait évidemment qu'on n'en ait pas besoin, grâce au désarmement effectif. Mais le désarmement est un vœu pieux sans la con-



fiance. La confiance suppose un rapprochement Est-Ouest d'une ampleur présentement imprévisible. Et il reste la Chine.

### BREVES CONCLUSIONS

1. Nous avons atteint une phase où, si l'on veut réaliser une Communauté atlantique, il est nécessaire non de défendre pied à pied ce qui est, mais d'en repenser entièrement les bases, *d'imaginer des structures entièrement nouvelles*.

2. Tant que dure la guerre du Vietnam, l'unité atlantique est impensable, et pour beaucoup, elle n'est même pas souhaitable.

3. La politique purement conservatrice des Etats-Unis, leur « conformisme », constituent pour la création d'une Communauté atlantique un obstacle infranchissable. Il faut à tout prix imaginer des solutions nouvelles.

4. Les solutions nouvelles consistent :

a) dans l'invention de « vastes entreprises » communes (rapprochement Est-Ouest, aide « atlantique » aux pays sous-développés) ;

b) organisation européenne telle que l'Europe comble son retard technologique sur les Américains ;

c) organisation atlantique militaire s'étendant non plus seulement aux armes classiques, mais à l'essentiel, c'est-à-dire à la dissuasion nucléaire. Participation allemande à l'effort technologique pour la préparation des armes de dissuasion.

5. Le réalisme anti-sentimental du général de Gaulle est un facteur de perturbation dans la solidarité. Un effort sans précédent de coopération culturelle profonde, permettant une connaissance mutuelle accrue est le meilleur moyen de surmonter progressivement la crise passionnelle actuelle.

